

INEES à la Cumbre de los pueblos enlazados alternativos

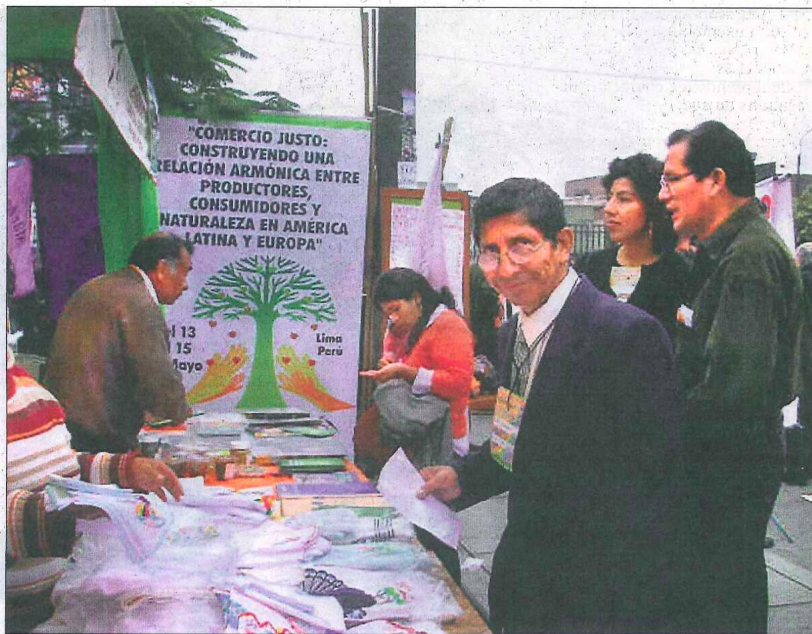
# Un espace de réflexions, de propositions et d'actions

Du 13 au 16 mai à côté du sommet Union européenne - Amérique latine - Caraïbes s'est tenu le sommet alternatif des peuples.

Le président péruvien Alan García, réputé proche des États-Unis voyait d'un mauvais œil la tenue de ce contre-sommet. La tension était palpable en ville et n'était pas sans rappeler les journées de Gènes de juillet 2001 (pendant la réunion du G8, on avait déploré un mort au sein des mouvements contestataires). Heureusement rien de tel ici à Lima où le sommet des peuples, organisé par le réseau birégional Enlazando Alternativas (issu du processus des forums sociaux et composé d'ONG, de syndicats, de mouvements sociaux et politiques des deux continents) a construit un espace de réflexions, de propositions et d'actions pour développer des formes alternatives de coopération en Amérique latine et en Europe et entre l'Amérique latine et l'Europe. Nous étions plus de 2.000 à participer à cet événement avec d'importantes délégations de toute l'Amérique latine, en particulier des mouvements indigènes du Pérou, de la Bolivie et d'Equateur.

Une session du Tribunal des peuples (créé en 1979) s'est tenue le 13 et le 14 mai.

Rappelons que l'Organisation mondiale du commerce (non démocratique) a le pouvoir de juger et condamner entreprises et États sur la question de la libre concurrence mais malheureusement pas sur les aspects sociaux et environnementaux.



Sur le stand de la foire au commerce équitable pendant la „Cumbre de los Pueblos“ à Lima

Le travail le plus important du Tribunal des peuples est le procès de 20 transnationales européennes pour leurs pratiques de violations des droits de l'Homme, de non-respect des droits du travail et de contamination de l'environnement.

Le jugement de ce Tribunal des peuples a été remis aux gouverne-

ments, à ceux des pays affectés par les opérations de ces entreprises européennes comme à ceux des pays d'origine des entreprises, et aux organisations non gouvernementales, leur demandant d'agir pour en finir avec les pratiques illégales de ces transnationales. De la même manière a été débattue une proposition alter-

native de développement, qui a été remise aux présidents assistant au V<sup>e</sup> sommet de Lima, même si les participants admettent ne pas avoir de grandes espérances d'être écoutés.

Les propositions étaient organisées autour de la refondation des pays pour créer des États pluri-nationaux qui respectent les

droits des peuples originaires, l'intégration de l'Amérique latine comme alternative aux traités de libre-échange avec l'Europe et d'autres parties du monde, la nationalisation des ressources naturelles, un modèle économique redistributif, une réduction de la consommation pour faire face au problème du changement climatique.

Plus de 90 séminaires autogérés se sont tenus pendant ce sommet.

Ils traitaient, dans une dynamique d'échange entre organisations et réseaux d'Amérique latine et d'Europe, de la question de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire, des agrocarburants, de la crise énergétique, de la réappropriation des ressources naturelles, de la question indigène, de la crise colombienne, de la lutte contre les prétentions hégémoniques et guerrières des États-Unis, des conséquences des accords d'association et de libre-échange, du rôle des entreprises multinationales des pays du Nord, de la question des modèles d'intégration régionale, des droits de la personne humaine, de la question des migrations, de la criminalisation des mouvements sociaux, etc. et d'économie sociale et solidaire. Cet espace, animé par le Groupe des réseaux d'économie solidaire du Pérou, a permis à INEES, de présenter le réseau Objectif Plein Emploi du Luxembourg, de partager une réflexion plus conceptuelle sur l'économie solidaire comme 3<sup>e</sup> pilier économique et de présenter Lux'09.

En espérant que malgré l'adage nous puissions être prophète en notre pays...



## Entre économie publique et privée

Eric Lavallunère s'est rendu à Casablanca le 21 juin pour témoigner dans un forum lors du 1<sup>er</sup> Salon de l'Economie sociale et solidaire (EcoSS). 150 exposants du commerce équitable, de petites coopératives agricoles ou artisanales et des associations de défense de l'environnement p. ex. étaient présents pour dé-

montrer toute la pertinence du développement de l'entrepreneuriat collectif.

Les débats ont beaucoup tourné autour de la place de l'ESS entre économie publique et économie privée. Il faut dire que le ministère des Affaires économiques et générales déploie un grand plan de développement en faveur de l'ESS

marocaine.

Nous allons recenser les politiques publiques en faveur de l'ESS dans le monde, avec l'idée de proposer une rencontre spécifique avec les ministres et les administrations concernées. L'exemple nous vient du Sud maintenant (Brésil, Mali, Maroc) ou du Québec car en Europe, rares sont

les ministères consacrés à cette question, et quand c'est le cas ne l'abordent que dans son aspect le plus social (entreprises non marchandes). Une vraie politique de soutien à l'ESS au Luxembourg c'est possible?

(Photo: la Grande Mosquée de Casablanca)

Neue Ökonomie (22)

## Vielversprechende Aktivitäten

Ab dem 1. Januar 2005 wurde „Objectif Plein Emploi“ (OPE) der Mehrwertsteuergesetzgebung unterstellt, d.h. alle angeschlossenen Mitgliederorganisationen wurden verpflichtet, Mehrwertsteuer auf ihren einzelnen Dienstleistungen zu erstellen. Für OPE war diese Verpflichtung insofern interessant, weil ein solcher Regierungsbeschluss auch eine Anerkennung der Hauptorganisation als vollwertiger Wirtschaftsfaktor darstellte.

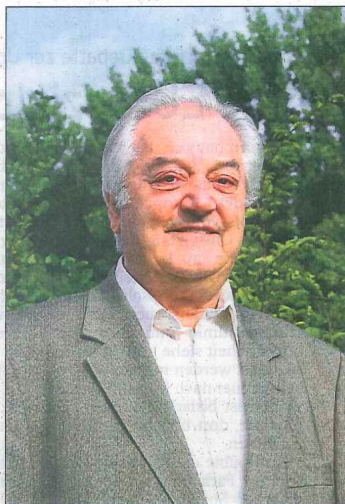
Seit sechs Jahren hatte OPE bei Arcelor die noch im Differender Werk bestehende Schreinerei gemietet, um hier jugendliche Arbeitslose im Schreinerhandwerk auszubilden. Neben der Schaffung von Arbeitsplätzen brachte diese Initiative auch eine engere Zusammenarbeit mit den Gemeinden mit sich, weil hier vor allem Parkbänke und Spielplatz-

einrichtungen hergestellt wurden. Diese Produktion wurde später auf weitere Gebiete des Handwerks ausgeweitet.

Mittlerweile nahm auch das Projekt „Formation pour agents de développement de la Grande Région“, welches 2003 im europäischen Programm „Interreg 3A“ genehmigt worden war, konkrete Formen an. Nach der Reorganisation der Organisationsleistung gelang es den französischen Partnern „Carrefour des pays lorrains (CPL)“, „Conseil général de Meurthe-et-Moselle (CG54)“, „CUCES – Universités Nancy 1 et 2“, „Institut universitaire de technologie. Henri Poincaré de Longwy“ und den belgischen Partnern mit der „Fondation rurale de Wallonie“ eine engere Zusammenarbeit mit den Universitäten von Nancy und Louvain-la-Neuve herzustellen. Diese erklär-

ten sich einverstanden, die Ausbildung zum „Master en développement local“ in ihr Programm aufzunehmen.

Die „Plate-forme Economie sociale et solidaire du Luxembourg“ organisierte im Monat März ein europäisches Seminar unter dem Protektorat der luxemburgischen Präsidentschaft, mit dem Titel „L'économie sociale et solidaire, acteur central de la cohésion sociale et de la Stratégie de Lisbonne“. Dieses Seminar erlaubte es, den Gedanken der Sozial- und Solidarisches in den wirtschaftspolitischen Kontext zu stellen, dies umso mehr, weil er sich in unserem Land auf soziale Arbeitsbeschaffung beschränkte. Das



Echo in den Medien über dieses Seminar war beeindruckend. So schrieb z.B. Lucien Montebusco im Tageblatt vom 12. März 2005: „Sie arbeiten nicht des Profits wegen, sondern um der Menschen willen, die sie beschäftigen. So ließe sich definieren, was Unternehmen der Solidar- und Sozialwirtschaft ausmacht. Die Zahl der in derlei Unternehmen Beschäftigten wird in der Europäischen Union auf neun Millionen geschätzt. Sie sind vor allem in Bereichen aktiv, die für gewinnorientierte Unternehmen unattraktiv sind, weil wenig Profit versprechend.“ Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt